

Les initiatives alternatives : des niches culturelles ?



Avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles 

Centre AVEC ASBL, rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles
Tél. : +32/(0)2/738.08.28 – <http://www.centreavec.be>

Les initiatives alternatives : des niches culturelles ?

Si vous avez approché ou participé à l'une des nombreuses alternatives citoyennes (groupe d'achats alimentaires, Initiative de Transition, Systèmes d'Echanges Locaux, etc.) qui se développent actuellement, vous vous êtes peut-être dit (ou vous l'avez entendu) : « c'est bien sympathique, mais il n'y a que des bobos qui sont là ! ».

Certes, dit comme ça, c'est assez dur. Cependant, il faut bien reconnaître que les collectifs alternatifs sont très homogènes socialement parlant. Selon différentes enquêtes de terrain, le participant-type à une alternative a un capital scolaire élevé (comme le note le chercheur Simon De Muynck, il est « généralement plus diplômé que le reste de la population »¹), mais sans nécessairement avoir un emploi haut placé. Il est actif de préférence dans le social, l'éducation, la santé ou encore la culture². Il n'est en outre pas rare que cette personne soit déjà engagée au sein du monde associatif, comme travailleur, bénévole ou militant.

Néanmoins, contrairement à ce que l'on pourrait penser, nombreux sont ceux, y compris au sein des alternatives, qui s'interrogent sur les causes de cette homogénéité, et qui souhaitent ouvrir leur initiative à des publics plus diversifiés. La faible présence des personnes défavorisées est particulièrement déplorée. Mais à nos yeux, il existe au moins deux autres groupes qui sont peu représentés dans ces alternatives citoyennes : le reste de la classe moyenne, et la classe dite dominante (hauts fonctionnaires, top managers, etc.).

Cette analyse a pour but de décrypter les causes de ces « non-engagements », tant groupe par groupe, que par rapport aux alternatives elles-mêmes.

Les classes défavorisées, loin d'être oubliées

Souvent, quand on reproche aux initiatives citoyennes d'être « des trucs de bobos », l'accusation sous-jacente est plutôt : « tout ceci est réservé à une petite élite qui a les moyens, à tous points de vue, de s'investir dans ces projets. Mais quid de ceux aux côtés de qui il est vraiment nécessaire de se battre contre le système actuel : les personnes défavorisées ? ».

En fait, les acteurs des initiatives eux-mêmes se posent souvent cette question, et tentent parfois de mettre en œuvre des projets marqués par des valeurs « alternatives » mais, par exemple, en diminuant le coût³. Pourtant, force est de constater que les personnes défavorisées n'accrochent pas à ce type d'alternative, ou alors seulement à certaines. Ainsi, l'ASBL Réseau Consommateurs Responsables note que, lors de la sensibilisation de demandeurs d'emploi, les « [Systèmes d'Echanges Locaux], Repair Café et [les Réseaux d'Echanges réciproques de Savoirs] suscitent le plus d'intérêt »⁴, mais impossible de dire si, au-delà de la sensibilisation, les personnes vont effectivement participer à ces

¹ De Muynck, S., (2011), « Initiatives de transition. Les limites du mouvement », Liège, analyse publiée par l'ASBL Barricade, p. 3. Consulté sur www.barricade.be, le 3 février 2015.

² Ripoll, F., (2010), « L'économie 'solidaire' et 'relocalisée' comme construction d'un capital social de proximité. Le cas des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) », in *Regards sociologiques*, n°40, p. 70.

³ Par exemple, un Groupe d'Achats Communs (GAC) où une partie des membres accepte de payer un supplément afin de financer les paniers destinés à d'autres membres plus défavorisés.

⁴ « Les initiatives de consommation alternatives, aussi un outil de transformation sociale ? Point de vue sur les inégalités », in Wiliquet, C., (coord.), (2014), *La transition énergétique : vecteur d'émancipation ou de reproduction des inégalités sociales ?*, Bruxelles, étude du Centre Avec, p. 36.

alternatives. Il nous semble que pour comprendre pourquoi, il faut se détacher d'une vision purement « utilitaire »⁵ de ces alternatives, et nous pencher sur les enjeux symboliques qu'elles recèlent.

Dans une réflexion à partir de l'exemple d'une mère célibataire carolo, la théologienne Myriam Tonus note que : « parler d'alternatives, c'est donc présupposer, même si cela n'est pas exprimé, qu'il y a choix possible, et même choix multiples. C'est présupposer aussi qu'il est envisageable de renoncer à l'un des termes du choix, sans que cela n'entraîne d'inconvénient trop pénible »⁶. Quand les personnes défavorisées font preuve de simplicité, de débrouille, de récup' dans leur consommation, ce n'est clairement pas par choix, mais bien par nécessité. Et cette différence est fondamentale. Pour un alternatif « lambda », adhérer à la simplicité volontaire, par exemple, c'est plus que se dépouiller de l'inutile : c'est construire son identité d'une manière positive. On est fier de poser un acte volontaire et conscient pour exprimer ses opinions vis-à-vis d'un système que l'on refuse. Mais pour une personne en situation de pauvreté, se dépouiller de l'inutile est, au mieux, une simple question de survie, au pire, une humiliation, en particulier dans une société comme la nôtre qui valorise la richesse et les possessions matérielles. Devoir s'engager dans un projet qui implique ce dépouillement ne fera donc pas sens pour cette personne. « Une chose est de renoncer à l'hyperconsommation, une autre est d'en convaincre celles et ceux pour qui consommer est précisément le signe d'une vie meilleure ... »⁷. Sans compter que certaines alternatives (notamment les GAC) ne sont pas nécessairement plus économiques pour les personnes défavorisées (en comparaison, par exemple, avec les prix pratiqués dans les enseignes de hard discount).

Les valeurs de ces alternatives sont donc post-matérialistes, ce qui signifie, selon Simon De Muynck, qu'elles sont « [déterminées] par l'expérience d'un niveau de bien-être et de sécurité économique et physique suffisant, lié à un niveau d'instruction élevé, qui voit l'affirmation de l'autonomie individuelle, de la liberté d'expression et de la démocratie participative, de valeurs permissives, libérales ou humanistes, de tendance plutôt de gauche »⁸. Or, pour se retrouver dans ce type de valeur, encore faut-il se situer au-delà de la nécessité matérielle, et en prime, y ajouter un capital scolaire et culturel certain. Cela différencie sans doute beaucoup de personnes défavorisées d'autres types de précaires, tels que les artistes ou les jeunes diplômés, qu'on retrouve plus souvent dans les collectifs alternatifs. Ces personnes peuvent être dans une démarche de subversion de leur précarité : elles décident de la vivre autrement, politiquement même. Pour les autres personnes défavorisées, le but du jeu, on l'a dit plus haut, est simplement d'être plus à l'aise matériellement parlant, pas nécessairement de transformer le système en profondeur.

Les autres classes moyennes : une masse silencieuse ?

Passons au deuxième profil retenu : celui que nous désignons largement sous le terme « autres classes moyennes ». Pourquoi cette dénomination ? Tout simplement parce qu'avoir un capital économique similaire ne va pas de pair avec le fait d'avoir un capital culturel identique. On l'a vu, l'alternatif-type possède des caractéristiques bien spécifiques, que ne partagent pas nécessairement d'autres membres de la classe moyenne.

⁵ Dans cette vision, les alternatives seraient désirables pour les personnes défavorisées parce qu'elles sont moins chères. Or, même dans certaines initiatives pratiquement gratuites (telles que les Services d'Echanges Locaux, les Prêteries, les Repair Café, voire même les potagers collectifs), on constate encore une absence de ce public.

⁶ Tonus, M., « Alternative ou vrai changement ? », in *Vivre ses alternatives*, Malonne, dossier NFF n°105, éd. Feuilles Familiales, de Couples et Familles ASBL, 3^{ème} trimestre 2013, p. 43.

⁷ Tonus, M., op. cit., p. 46.

⁸ Op. cit., pp. 3-4 (note de bas de page).

Dans notre société, en particulier en ce qui concerne la consommation, le choix illimité du consommateur et la course à l'achat restent des valeurs prégnantes. Le sociologue Geoffrey Pleyers note à ce sujet que la consommation habituelle reste généralement marquée par le sceau de l'habitude, voire de l'habitus⁹, et de la perméabilité aux messages marketing¹⁰. En particulier, « les consommateurs restent peu enclins à envisager une responsabilité personnelle quant aux conséquences de leurs choix de consommation »¹¹. Et ce, malgré les prises de conscience successives qui se sont faites suite à l'actualité (vache folle, changement climatique, exploitation d'ouvriers dans les usines textiles, etc.). Simon De Muynck note également que « les préoccupations environnementales, et plus rarement sociales, [des alternatives] constituent des sujets parfois mal compris ou peu intégrés par le citoyen lambda »¹².

Pourtant, ce n'est pas parce que les autres classes moyennes participent peu aux collectifs alternatifs qu'elles sont forcément insensibles à leurs messages. Mais l'entrée et le maintien dans un collectif alternatif impliquent un engagement important (participation aux réunions, prise en charge de tâches, etc.), qui est encore trop lourd pour beaucoup de personnes. En outre, ce type de participation se base sur un certain nombre de valeurs et de codes, auxquels il s'agit d'adhérer. Ainsi, par exemple, pour le sociologue Fabrice Ripoll, « les habitudes attachées au mode de consommation dominant [sont] un obstacle « culturel » majeur au développement des collectifs car la plupart de ses spécificités peuvent facilement être assimilées à des 'contraintes' »¹³. Dès lors, les alternatives offrent des réponses à l'indignation de certains, mais la forme même de ces réponses peut être rédhitoire pour qui n'a ni l'envie ni la possibilité de poser un engagement important. Ainsi, note le sociologue Samuel Hubaux, « le caractère contraignant, la difficulté de faire de la réunion une priorité, le nécessaire investissement affectif qui est souhaité dans une vie par ailleurs déjà bien remplie, sont fréquemment évoqués par ceux qui ont fréquenté le GAC, mais n'y sont pas restés »¹⁴. Et l'on pourrait sans doute faire le même constat en ce qui concerne d'autres collectifs alternatifs.

De plus, même si certaines alternatives (un Repair Café¹⁵, par exemple) n'exigent pas ou peu d'implication personnelle concrète, elles demandent au moins un engagement en termes de valeurs : (faire) réparer plutôt que jeter, faire passer la nature et l'humain avant le profit, etc. Or il s'agit du plus profond des engagements, et donc le plus difficile à mettre en place quand les valeurs en question se heurtent de plein fouet à celles du reste de la société (consumérisme, individualisme, etc.), que l'on a probablement intégrées depuis son enfance et qui, continuellement réaffirmées par les médias et les personnes autour de soi, gardent de leur force.

⁹ On peut définir l'habitus comme suit : « un ensemble de dispositions durables, acquises, qui consiste en catégories d'appréciation et de jugement et engendre des pratiques sociales ajustées aux positions sociales ». In Wagner, A.-C., (2012), « Habitus », in *Les 100 mots de la sociologie*, consulté sur <http://sociologie.revues.org/1200>, le 12 mars 2015.

¹⁰ Pleyers, G., (2011), « Consommation critique : des promesses de la modernité aux enjeux de l'âge global », in *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*, Paris, éd. Desclée de Brouwer, coll. Solidarité et société, p. 34.

¹¹ Op. cit., pp. 22-23.

¹² Op. cit., p. 3.

¹³ Ripoll, F., (2011), « Les AMAP : une diversité de pratiques et de significations », in *La consommation critique*, op. cit., p. 77.

¹⁴ Hubaux, S., (2011), « Le groupe d'achats communs de Louvain-la-Neuve : convivialité et engagement », in Pleyers (dir.), *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*, Paris, éd. Desclée de Brouwer, coll. Solidarité et société, pp. 97-98.

¹⁵ Il s'agit d'un lieu où des bénévoles possédant des compétences diverses (couture, informatique, etc.) offrent de réparer gratuitement des objets apportés par d'autres personnes. L'engagement peut donc se limiter à apporter son item afin de le faire réparer et donc d'éviter de le jeter.

Notons enfin une particularité de notre époque, marquée par la crise : le risque grandissant de précarisation économique des classes moyennes. La flexibilité, l'enchaînement de contrats à durée déterminée, le gel des salaires, etc. ... tous ces éléments fragilisent les classes moyennes, spécialement celles qui sont les plus proches des catégories défavorisées. Dans ces conditions, la nécessité de travailler plus pour gagner la même chose qu'avant se heurte aux demandes d'engagement en temps et en argent au sein des alternatives¹⁶. Sans compter que cette situation anxiogène peut mobiliser toute l'énergie de la personne (et éventuellement de sa famille) afin de ne pas sombrer. Le but n'est alors plus de subvertir le monde tel qu'il est, mais d'y garder une place, coûte que coûte. Il est fort à craindre qu'avec le prolongement des mesures d'austérité, la situation d'une bonne partie de la classe moyenne ne se rapproche dangereusement de celle de la classe défavorisée, et ce pour longtemps. Ce qui aura donc aussi des conséquences néfastes sur de potentielles entrées en alternative ...

Les classes dominantes : importunes et invisibles ?

Au cours des recherches menées pour cette analyse, force a été de constater que la classe dominante brille par son absence. Comme s'il était tout simplement admis que ceux « d'en haut » n'avaient de toute façon pas leur place au sein des alternatives. Cette occultation du débat autour des plus riches s'explique en partie par l'idéologie développée au sein des alternatives. Les classes dominantes sont vues comme étant les promotrices d'un capitalisme faisant des ravages au sein de notre société, d'un point de vue social et environnemental. Il y a donc une véritable défiance à l'égard de ceux qui mettent en œuvre le système actuel et en profitent.

Néanmoins, si ce type de population ne tente pas d'entrer dans des collectifs alternatifs, c'est peut-être aussi parce que ces mouvements veulent subvertir la répartition actuelle des richesses, et d'une manière générale, la manière dont fonctionne notre société. Dès lors, comme le notent Paul Chatterton et Alice Cutler, « certaines personnes verront la transition comme une menace directe envers la richesse et les ressources qu'elles ont acquises de l'ancien modèle »¹⁷. Ils notent également que, afin de garder leur droit à consommer et à s'enrichir, beaucoup feront barrage à ce type d'initiatives si elles prennent trop d'ampleur.

Cependant, les classes aisées ont adopté certains comportements, notamment dans le cadre de l'alimentation, qui se rapprochent de ceux des groupes alternatifs. Une enquête récente du Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie (Crédoc)¹⁸ montre ainsi que parmi la population qu'elle qualifie d'aisée, nombreux sont ceux qui achètent plus souvent bio et local. Il semblerait, comme nous l'avons vu pour les classes moyennes, que certains messages aient fini par percoler au sein du reste de la société. Mais l'on pourrait dire également que les dominants ont les moyens de se « mettre à l'abri » des bouleversements sociaux, économiques et écologiques, du fait même de leur richesse économique et culturelle. Il n'est donc pas étonnant qu'ils adoptent des modes de consommation vus comme meilleurs pour la santé, sans nécessairement adhérer au reste des valeurs dites alternatives.

¹⁶ Voir le documentaire de Frédéric Brunquell, « Classes moyennes. Des vies sur le fil », diffusé sur Arte le 17 février 2015, et disponible à l'adresse suivante : <http://info.arte.tv/fr/la-serie-documentaire-classe-moyenne-des-vies-sur-le-fil>.

¹⁷ Chatterton C., Cutler, A., (2008), « The rocky road to a real transition : the transition towns movement and what it means for social change », publié par *Trapeze Collective*, p. 24. Consulté sur <http://trapeze.clearerchannel.org/resources/rocky-road-a5-web.pdf>, le 3 février 2015.

¹⁸ Colin, J., Hébel, P., Sioumandan, N., (2013), *Va-t-on vers une frugalité choisie ?*, Paris, Cahier de recherche du Crédoc, n°302. Consulté sur <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C302.pdf>, le 30 janvier 2015.

Un mode d'organisation peu généralisable ?

Faut-il en conclure pour autant que seules les différences liées à la classe sociale expliquent le non-engagement dans des alternatives ? Ce serait là supposer que ces alternatives telles qu'elles sont actuellement organisées sont un idéal vers lequel tout un chacun devrait tendre, et que seuls des éléments externes pourraient expliquer l'absence de certains pans de la population. Or, le mode d'organisation des alternatives elles-mêmes peut aussi causer cette fermeture à d'autres groupes sociaux. En d'autres termes, pourquoi les alternatives se constituent-elles elles-mêmes comme des niches ?

Dans bien des cas, tout part de l'initiative de quelques personnes (qui se connaissent) et qui décident de créer un collectif au départ informel, sur base des mêmes objectifs, réflexions, etc. Ces « membres fondateurs » recrutent ensuite d'autres participants ou des partenaires via leur propre réseau familial, d'amis, de militants, de voisins, de collègues, etc. Cela se fait souvent via le bouche-à-oreille : il s'agit dès lors d'être inséré dans le bon réseau pour recevoir l'information. Ainsi, pour Fabrice Ripoll, « [le collectif] combine la proximité physique et l'interconnaissance préalable »¹⁹, ce qui « [renforce] l'homogénéité sociale »²⁰. De plus, comme nous le notions dans notre étude de 2014, « c'est l'homogénéité qui forme le ciment des groupes : une initiative spontanée et autogérée parvient à se développer et se maintenir notamment parce que les groupes ont a priori et souvent implicitement un background socio-culturel, des codes communs »²¹.

Comme nous l'avons vu plus tôt, un certain nombre de caractéristiques des alternatives peuvent être vues comme des contraintes par des personnes extérieures aux collectifs. Or pour ces derniers, il ne s'agit pas de contraintes mais de valeurs et de modalités d'engagement qui permettent de marquer une différence avec ce qu'ils refusent (le consumérisme, la pollution, etc.). Ces contraintes sont donc vues de manière positive, comme des emblèmes concrets de l'engagement, par les alternatifs. Ce qui n'est pas le cas, c'est le moins que l'on puisse dire, pour d'autres groupes sociaux ...

Les initiatives alternatives sont donc porteuses d'un paradoxe : être « alter » permet de donner une consistance, voire une force, au mouvement. Mais cela signifie également, notamment à cause du mode d'organisation, que seules les personnes qui partagent déjà (au moins en partie) ces valeurs vont y adhérer et s'y maintenir. Et cela écarte de fait tous ceux qui ne se retrouvent pas dans ce type de valeurs et d'actions. Il n'y a au final qu'un seul groupe qui peut s'y identifier : celui-là même qui l'a créé. Les autres s'en éloignent après y être entrés, ou ne s'en approchent même pas.

Conclusion

Nous voici face à une aporie : les alternatives veulent s'ouvrir, mais elles semblent porter en elles-mêmes des aspects qui déroutent les personnes appartenant à d'autres groupes sociaux. Il n'est sans doute pas nécessaire d'exiger des alternatives qu'elles abandonnent leur mode d'organisation, ou de « rééduquer » les autres classes sociales aux bienfaits de la frugalité choisie. La diversité est une richesse pour notre société, et les alternatives, malgré leurs défauts, en sont bien conscientes. Si elles veulent se démocratiser, elles doivent s'ouvrir au monde extérieur et réfléchir à de nouvelles réponses à apporter aux personnes qui voudraient changer, mais qui ne se retrouvent pas dans leurs idées ou actions. Leurs membres pourraient, par exemple, se mettre en relation avec des associations différentes, notamment celles qui luttent contre la pauvreté, afin d'apporter leur

¹⁹ Ripoll, F., (2010), op. cit., p. 70.

²⁰ Ibidem.

²¹ « Consommation : conclusion et ouverture », in *La Transition Énergétique*, op. cit., pp. 48-49.

expérience et de réfléchir ensemble à des initiatives faisant sens pour les personnes précarisées²². D'une certaine manière, il faudra peut-être apprendre à parler une « autre langue », en partant des situations concrètes des gens, sans juger leurs choix parfois consuméristes ou anti-environnementaux. Et réfléchir avec eux – voire simplement leur offrir des outils de réflexion – à la manière dont ils peuvent mettre en œuvre un changement qui soit pertinent pour leurs situations.

Myriam Benhamouda
Centre Avec

²² C'est ce que préconise notamment Jean-Yves Buron dans son analyse « Entre lutte contre la pauvreté et Transition : des ponts à jeter ? », Bruxelles, publiée par Vivre Ensemble. Consulté sur <http://www.vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2014-03-transition-associations.pdf>, le 17 février 2015.